

Affaire Bannon : le CSA a-t-il décompté toutes les prises de paroles de Macron du temps octroyé à LREM ?

écrit par Christine Tasin | 24 mai 2019



Patrick Jankielewicz
@PJankielewicz



@lavoixdunord ne participe pas à l'interview d'E. Macron par la PQR. A 5 jours du scrutin, cela perturberait l'équilibre du traitement de la campagne auquel nous essayons de veiller et la publication est soumise à la relecture préalable de l'Elysée. Donc c'est sans nous. #Macron

♡ 3870 16:56 - 20 mai 2019



💬 2424 personnes parlent à ce sujet



Cette histoire de temps de parole de Bannon décomptée du temps du RN par le CSA, c'est la cerise sur le gâteau de toutes les manip de Macron pour tuer le RN et au moins le faire passer en deuxième position dimanche.

On rappellera que Macron a nommé en février dernier le Président du CSA, Roch-Olivier Maistre...

Si avec tout ça il y a encore des gens qui hésitent à voter RN c'est à désespérer.

Le CSA décomptera le temps de parole de Steve Bannon de celui de la liste du RN. Une décision polémique qui relance la question de la prise en compte des soutiens politiques durant la campagne. Retour avec l'avocat spécialisé en droit public Régis

de Castelnau sur cette décision qui, à quelques jours du scrutin, affecte la liste donnée gagnante.

«Il y a quelque chose de grave qui s'est produit, ce n'est pas un deux poids deux mesures: c'est l'ingérence du CSA et de son président dans la campagne électorale au profit d'une liste. Une autorité administrative indépendante dont le devoir est l'impartialité vient de la rompre au profit d'une activité politique.»

Régis de Castelnau, avocat spécialiste du droit public, fondateur du Syndicat des avocats de France (SAF) et animateur du blog [Vu du droit](#) ne mâche pas ses mots à notre micro à l'encontre de la décision du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) de décompter du temps de parole de la liste de Jordan Bardella les prises de paroles de Steve Bannon.

Une confirmation auprès de l'AFP de l'autorité française de régulation de l'audiovisuel, qui survient dans la foulée d'une interview que l'ex-conseiller de Donald Trump a accordée à Jean-Jacques Bourdin sur [BFMTV](#). Une interview où il fut question de prises de position de Steve Bannon, de sa perception de l'Union européenne et des mouvements souverainistes ainsi que de ses liens supposés avec la formation de Marine Le Pen.

[...]

Une déclaration à prendre bien sûr sous réserve d'inventaire des temps de parole de soutiens de la majorité effectivement décomptés par le CSA. En tout cas, l'avocat s'emporte contre une décision «*absolument phénoménale*», à quelques jours du scrutin, celle-ci étant «*dirigée contre la liste qui est donnée en tête et qui sera probablement première à ces élections.*» Régis de Castelnau évoque sans détour les nombreuses prises de paroles de personnalités publiques en faveur de la liste de la majorité présidentielle.

«Est-ce qu'il a l'intention de décompter le temps de parole absolument invraisemblable de monsieur BHL? Est-ce qu'il a l'intention de demander à ce que les subventions dont la pièce de théâtre de monsieur BHL a fait l'objet –sur fonds publics– aillent être réintégrées aux comptes de campagne de LREM? [...] Est-ce que les paroles de monsieur Cohn-Bendit vont être décomptées? Est-ce que les paroles de monsieur Couturier, sur les radios nationales, vont être décomptées? Est-ce que les paroles de tous ces journalistes qui ont été des fidèles soutiens acharnés dans les médias, privés, mais aussi publics, vont être

décomptées? Cette initiative est parfaitement déshonorante. Elle est juridiquement peut être fondée, mais c'est une façon de se moquer du monde.»

Au début du mois, *Le Canard Enchaîné* révélait qu'un documentaire sur la dernière pièce de Bernard-Henri Lévy, *Looking for Europe*, avait profité de plusieurs centaines de milliers d'euros de subvention de la part de grandes chaînes, certaines elles-mêmes subventionnées par l'État, comme *Arte*, dont BHL préside le conseil de surveillance. La tournée européenne de *Looking for Europe* a bénéficié d'une large couverture médiatique en France, son auteur-interprète mettant en avant sa crainte des «*populismes*», un thème également cher à Emmanuel Macron. Mieux, le 21 mai, l'essayiste et homme de théâtre en «*campagne*» était [reçu à l'Élysée](#) pour un déjeuner qu'il a lui-même organisé entre le chef de l'État et douze philosophes européens signataires d'une [tribune](#) dont BHL est l'auteur, intitulée *l'Europe est en péril*.

Une décision du CSA qui interpelle d'autant plus qu'Emmanuel Macron lui-même avait profité de soutiens étrangers –ce qui en soi n'est pas interdit–, comme celui d'[Angela Merkel](#), de plusieurs de ses ministres, de ses alliés sociaux-démocrates, ou encore de l'ex-Président américain. Barack Obama avait en effet publié une [vidéo](#) de soutien à Emmanuel Macron trois jours avant le premier tour de l'élection présidentielle française. Un argument d'ailleurs repris par l'état-major du Rassemblement national.

Fustigeant une «*ingérence*» de l'organe public de régulation, l'avocat évoque notamment les liens entre Emmanuel Macron et [Roch-Olivier Maistre](#), nommé par décret présidentiel début février 2019 à la tête du CSA. Une situation qui pousse notre intervenant à rejeter en bloc l'idée d'un simple «*deux poids, deux mesures*».

[...]

<https://fr.sputniknews.com/france/201905241041221950-steve-bannon-csa-europeennes/>

Ecoeurant.

Et d'autant plus écoeurant que Macron fait campagne

ouvertement pour l'Europe et donc pour les Européennes depuis 6 mois, Grand Débat compris !

D'ailleurs, La voix du Nord et le Télégramme ont boycotté l'interview de Macron après son déjeuner avec Donald Tusk, Président du Conseil européen, pour essentiellement 2 raisons : l'obligation de faire relire -contrôler- par l'Elysée les articles après parution et l'évident avantage électoral qui était donné à la liste LREM

[...]

Mais au-delà du simple respect de ce principe, le quotidien avance un argument massue: offrir à moins d'une semaine du vote une tribune au chef de l'État, qui soutient activement la liste de sa majorité pour les Européennes, serait injuste vis-à-vis des autres candidats:

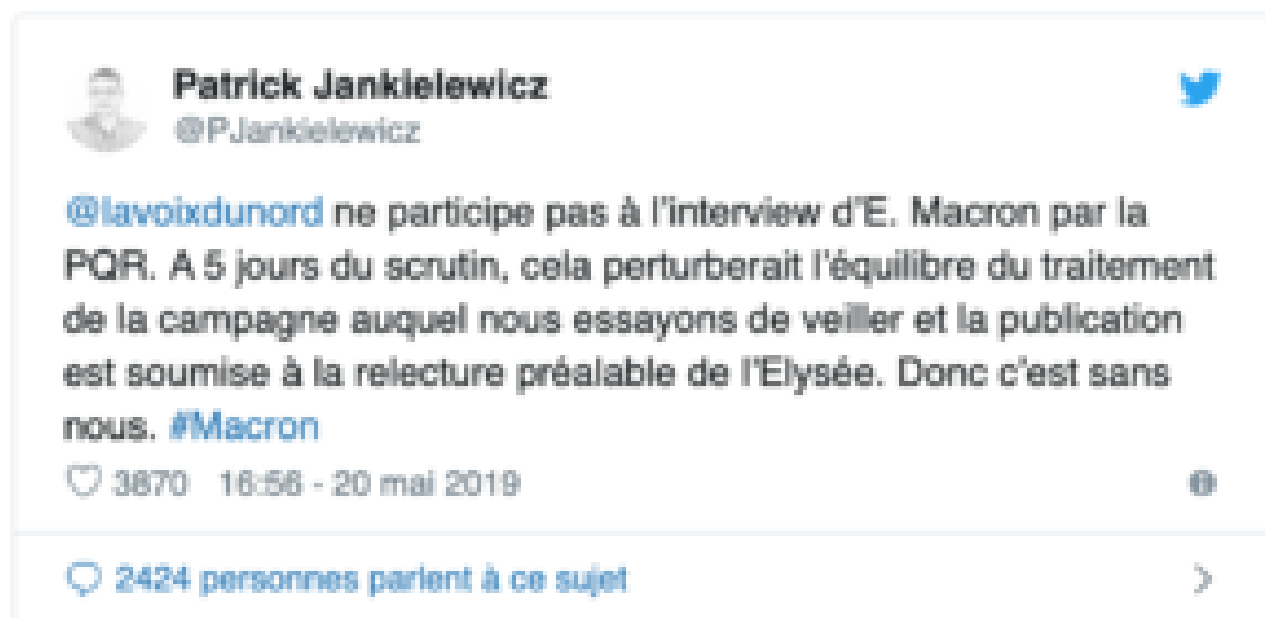
«Il nous a semblé qu'Emmanuel Macron rompait cet équilibre essentiel au débat démocratique», avance la rédaction de La Voix du Nord.

Une ligne déjà défendue la veille, sur les [réseaux sociaux](#), par le rédacteur en chef du titre nordiste ainsi que par son directeur général délégué et directeur de la publication, auprès de leurs confrères du service public: *«à cinq jours du scrutin, cette interview du Président de la République avait valeur d'engagement, pour une liste»*, insiste Gabriel d'Harcourt au micro de [Franceinfo](#).

La rédaction du quotidien explique ainsi *«veill[er] à ne pas avantager une liste par rapport à d'autres»*, rappelant que la presse quotidienne régionale, *«c'est 18 millions de lecteurs»*. En somme, un formidable auditoire dans cette province d'où a émergé le mouvement des «Gilets jaunes» et qui, alors que les listes RN et Renaissance sont au [coude à coude](#), apparaît capitale pour y délivrer un dernier message électoral.

Un argument également avancé par Le Télégramme, qui souligne

de son côté une *«prise de parole très tardive, à cinq jours du scrutin, bousculait inévitablement l'imparfait équilibre politique que nous essayons d'entretenir lors de cette campagne électorale.»* Le quotidien breton regrettant une campagne *«déjà très bipolaire»*.



[...]

<https://fr.sputniknews.com/france/201905221041207230-presse-regionale-gaulois-refractaires-macron/>

Et tous les députés et journalistes proches de LREM qui ont la parole sur les ondes 24h sur 24, on décompte leur temps de parole ?

La dictature stalinienne...